

Un sommet des pays de la région a été annulé

L'aéroport de Kigali, dimanche 7 juin, au moment où un avion italien amenant le président de la République, Franco Roccapietra, se posait. L'appareil a été redécouvert plus tard, étant tombé sur la piste. Les forces gouvernementales ont été accusées d'être responsables de cet incident.

D'autres personnes ont été tuées, des obus de mortier ont été tirés de la Saint-Étienne dans le centre de Kigali.

mentale, où quelque 8 000 personnes sont réfugiées (*le Monde* daté 5-6 juin). L'attaque contre l'aéroport est intervenue alors que les forces gouvernementales affirmaient avoir lancé une contre-offensive destinée à repousser le FPR, qui accumule les victoires militaires. Des combats se déroulent notamment au sud-ouest de Kigali, dans la région de Gitarama, où s'est replié le gouvernement intérimaire. Le FPR est à Kabgayi, à environ 5 kilomètres de Gitarama, mais ne semble pas avoir conforté ses positions.

Trente-et-un enfants blessés sont arrivés dimanche matin à Orly pour être soignés en France, à l'initiative de l'association Méde-

cins du Monde (MDM). Agés de 6 mois à 16 ans, ces enfants doivent être hospitalisés à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, ou être confiés à des familles d'accueil. Selon un médecin, la plupart d'entre eux ont eu les tendons d'Achille sectionnés par leurs agresseurs qui cherchaient à les empêcher de fuir.

Au Kenya, le président Daniel arap Moi a annulé le sommet régional sur le Rwanda qu'il avait convoqué pour lundi, faute d'avoir obtenu une réponse de tous les chefs d'Etat invités. On ignorait samedi lesquels s'étaient abstenus de répondre, mais il pourrait s'agir notamment du président ougandais Yoweri Museveni, en voyage

en Scandinavie, et dont le rôle est considéré comme essentiel pour parvenir à une solution de la crise rwandaise, étant donné le soutien que reçoit le FPR en Ouganda. Le président congolais Pascal Lissouba a confirmé samedi à Brazzaville que son pays avait accepté d'envoyer des «casques bleus» au Rwanda à la demande des Nations unies. Vingt-cinq militaires congolais participent jusqu'à présent à la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR). Ce chiffre doit être porté à environ 120 hommes. — (AFP, Reuter.)

de ces pressions la mention de l'ethnie ait subsisté sur les cartes d'identité rwandaises — bel instrument au service des exterminateurs! De la même façon, on a pu s'interroger, en janvier 1993, lorsqu'une commission internationale d'enquête a révélé des atrocités commises contre des Tutsis, alors que 150 soldats français étaient présents au Rwanda et que 14 millions de francs avaient été dépensés par Paris en 1992 au titre de la coopération militaire avec Kigali.

l'ancien allié de Paris! La France a opposé une fin de non-recevoir à une demande de la Tanzanie, qui souhaitait que Paris arme les militaires rwandais en déroute — solution espérée par plusieurs pays de la région qui redoutent une trop grande influence du FPR.

Deux écoles

Ce n'est un secret pour personne que les Forces armées rwandaises ont été équipées par la France. Un virage a certes été amorcé par le gouvernement socialiste à la fin de l'année 1992, quelques mois avant la victoire de la droite, lorsque a été entamé le travail qui devait aboutir aux négociations d'Arusha. Mais l'«establishment» militaire n'a pas suivi: les militaires français, qui étaient contre l'embargo sur les armes décrété par la France il y a un an, le sont d'ailleurs encore aujourd'hui. «Il existe deux écoles en France, explique-t-on dans un cabinet ministériel, d'un côté, il y a ceux qui veulent toujours qu'on réarme les Forces armées rwandaises, de l'autre, il y a tous ceux qui pensent que rien ne peut être réglé sans le FPR.»

Ayant fait le choix de ne prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre des belligérants, la France dispose d'une marge de manœuvre très limitée, son seul moyen de pression étant de l'autre côté de la frontière, au Zaïre, par où transitent les armes à destination des Forces armées rwandaises, de même qu'Américains et Britanniques essaient de faire pression sur l'Ouganda, par où arrivent les armes du FPR. Mais, là encore, l'influence française est désormais très réduite, puisque la coopération franco-zaïroise est suspendue.

Marquée par son récent passé «pro-Hutus», handicapée par le recul pris à l'égard du Zaïre, la France semble aujourd'hui peu à même d'exercer une quelconque influence dans la région. Sans doute est-ce la raison pour laquelle elle se targue de faire le maximum en matière humanitaire, en accordant des financements sans précédent aux organisations non gouvernementales qui opèrent au Rwanda et au Burundi. Comme si le gouvernement, faute de moyens politiques, passait le relais à ces organisations.

Face à cette alternative, le gouvernement français a fait son choix: pas question de réarmer

MARIE-PIERRE SUBTIL